

**Convention collective départementale**

IDCC : 2221. – **MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX  
(ISÈRE ET HAUTES-ALPES)**

**(13 septembre 2001)**

*(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)*

(Etendue par arrêté des 8 avril 2003 et 11 mai 2004)

■ *Journal officiel* du 27 juillet 2007

**Arrêté du 16 juillet 2007 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des mensuels des industries des métaux de  
l'Isère et des Hautes-Alpes (n° 2221)**

NOR : MTST0760589A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2003 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 11 mai 2004, portant extension de la convention collective des mensuels des industries des métaux de l'Isère du 13 septembre 2001, complétée par cinq annexes, et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'avenant du 26 janvier 2007, relatif aux garanties collectives de prévoyance et à la désignation d'institutions de prévoyance, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 15 mai 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 10 juillet 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries des métaux de l'Isère du 13 septembre 2001, devenue convention col-

lective des mensuels des industries des métaux de l'Isère et des Hautes-Alpes par l'avenant du 21 décembre 2001, tel qu'étendu par l'arrêté du 11 mai 2004, les dispositions de l'avenant du 26 janvier 2007, relatif aux garanties collectives de prévoyance et à la désignation d'institutions de prévoyance, à la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/13, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.